

MONAIE du 3 juillet 1904.

présent
tient à

CLASSE 1905.

NOM

Petit

Classe dont l'homme fait partie ou avec laquelle il doit marcher d'après les
années de service qu'il a accomplies.

Voir le fascicule de mobilisation en tête du livret.

AVIS.

Tout homme de troupe reçoit gratuitement, au moment de sa première incorporation, un livret individuel conforme au présent modèle.

Le livret individuel doit être laissé entre les mains du militaire à qui il est délivré.

OBSERVATION IMPORTANTE.

Le livret doit être conservé avec le plus grand soin. Tout homme reconnu coupable de négligence à cet égard est passible de peines disciplinaires.

Il est expressément recommandé aux hommes de garder leur livret, même après avoir accompli le temps de service légal, afin de pouvoir, le cas échéant, justifier au moyen de cette pièce de leur libération définitive.

L'homme qui perd son livret, étant dans ses foyers, doit en faire immédiatement la déclaration au commandant de la gendarmerie.

Matières contenues dans le présent livret.

	PAGES.
Fascicule de mobilisation.	
Etat civil et militaire; services dans l'armée active; grade à l'époque de la libération du service actif; changements survenus dans le signalement; mariage contracté depuis l'incorporation; dates des passages et de la libération.	1 et 2
Campagnes; blessures; citations et décorations.	3
Reengagements; cessation du service; instruction générale.	4
Instructions diverses, militaire; stages et emplois; vaccination et revaccination.	5 et 6
Tir.	7
Tableau indiquant les mesures de l'homme et les types et subdivisions d'effets correspondant à ces mesures.	
Effets emportés par l'homme; observations importantes.	
Marques extérieures de respect.	
Extrait du Code de justice militaire.	
Dispositions de la loi du 15 juillet 1889.	
Visa de la gendarmerie.	

présent Livret, contenant vingt-six pages, appartient à

Nom
écrit en bâtarde.

Petit
Pierre Eugène

le 30 décembre 1889
canton de Mayet de Montagne
département de l'Allier
résidant à Laprugne
canton de Mayet de Montagne
département de l'Allier
Profession de charbonnier
Fils de Claude
et de Benoîte Marie Philomène
domiciliés à Laprugne
canton de Mayet de Montagne
département de l'Allier
Marié le
à
alors domiciliée à
département de

signalement.

Cheveux *châtains*
Sourcils *châtains*
Yeux *bleus*
Front *large*
Nez *ordinaire*
Bouche *normale*
Menton *ronde*
Visage *ovale*
Taille : 1 mètre 76 cent.

Marques particulières :

Jeune soldat (1) *appelé service armé (Bon absent)*
la classe de 19⁰¹ de la subdivision de ROANNE
146 de la liste de recrutement dans le canton de Mayet de Montagne

Engagé _____ an _____ le _____ 19____
département de _____

A été compris sur la liste de recrutement de la classe de 19____, de la subdivision d _____, n° _____ de tirage dans le canton de _____

Numéro
au registre matricule
du recrutement :

2766

Partie de la liste du
recrutement cantonal.

1^{re}

Numéro
de la liste matricule.

(1) Appelé ou classé dans les services auxiliaires.

Temps de service
accompli
dans l'armée active.

Ans : 1
Mois : 11
Jours : 19

Grade

à l'époque de la libération du service actif (1).

g. Canonne - Servant

Changements
survenus
dans le signalement
depuis
l'incorporation.

Taille rectifiée :

Mariage contracté
depuis
l'incorporation.

Marié le 19
à
alors domicilié à
département d

Autorisation du Conseil d'administration en date du 19

Dates des passages et de la libération.

Dans la disponibilité de l'armée active.	Dans la réserve de l'armée active.	Dans l'armée territoriale.	Dans la réserve de l'armée territoriale.	Libération définitive du service militaire.
<i>18 sep 1908</i>	<i>18 sep 1919</i>	<i>1^{er} oct 1928</i>	<i>18 sep 1931</i>	

ROANNE

le 1^{er} octobre 1926.

Le Commandant du bureau de recrutement.

Franchy

(1) Indiquer si le titulaire est soldat de 1^{re} classe, caporal ou brigadier, ou sous-officier.

NOMBRE.

*causée d'Allemagne
et d'Alsace-Lorraine*

du 2 août 1914
au 19

du 19
au 19

du 19
au 19

du 19
au 19

du 19
au 19

du 19
au 19

du 19
au 19

du 19
au 19

TOTAL des campagnes.....

Campagnes.

Blessures
et actions d'éclat,
citations.

Décorations.

Rengagements.

Rengagé le 19 pour an., à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an., à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an., à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an., à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an., à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an., à compter du 19

Commissionné le

Motif (décès, réforme, retraite) et date de la cessation
 du service.

*Mort pour la France
 le 18 Juin 1916*

Instruction générale.

DEGRÉ D'INSTRUCTION.

1° A l'arrivée au corps (1) } *sait lire et écrire*
 2° Au moment du passage dans la disponibilité
 ou dans la réserve de l'armée active (1) }
 A SUIVI LE COURS { préparatoire (infanterie et cava- du 1^{er} degré, en
 lerie) du 2^e degré, en
 { secondaire (artillerie, génie et train des équipages militaires)
 en
 { supérieur (artillerie et génie) en

(1) Ne sait ni lire ni écrire. — Ou sait lire seulement. — Ou sait lire et écrire. — Indiquer les certi-
 ficats d'études, brevets ou diplômes universitaires.

Instructions diverses.

ESCRIME.

A commencé l'escrime, le

Admis à faire assaut, le

Élève prévôt, le

A obtenu le brevet de prévôt le

Prévôt, le

GYMNASTIQUE.

NATATION.

A l'arrivée au corps (1)

Très bon nageur

Au moment du passage dans la disponibilité ou dans la réserve de l'armée active (2):

Instruction militaire.

Brevet spécial d'aptitude militaire obtenu le

Commencée le *9 Octobre 1906*
 Instruction. { Suffisante pour que l'homme soit mobilisable le *1^{er} Mars 1907*
 Terminée le *1^{er} Août 1907*

Élève caporal (ou brigadier) le

Admis au peloton des candidats sous-officiers (dans le corps où ces pelotons sont
 organisés) le

(1) Très bon nageur. — Nageur ordinaire. — Ne sait pas nager.

Instructions, stages et emplois spéciaux.

Indiquer ci-contre la nature des instructions suivies, des stages accomplis et des emplois remplis pendant la présence sous les drapeaux.

Cette inscription devra être portée sur le livret aussitôt que l'homme a terminé l'instruction ou le stage ou a été reconnu apte à remplir l'emploi indiqué.

*A fait son stage comme
surveillant en bois à la Direction
d'Artillerie de Buzançon
et a obtenu le certificat d'aptitude
avec la mention
Bon*

Professions spéciales exercées dans la vie civile.

Dans le cas où l'homme aurait obtenu un certificat de capacité pour la conduite des voitures automobiles, mention devra en être faite dans la forme indiquée ci-après :

A obtenu en 19___ de M. le Préfet d (1) _____

le certificat de capacité pour la conduite d (2) _____

Vaccination et revaccinations.

SIGNATURE
DU MÉDECIN CHARGÉ
du service.

Chambrier

Préfet de police pour les certificats

(2) Désigner la nature du ou des véhicules auxquels s'applique le certificat.

Tir à la cible.

MODÈLE N° 4
annexé au Règlement
du 15 novembre 1902.

ANNÉES.	CLASSEMENT (FUSIL.)	RÉCOMPENSES OBTENUES À LA SUITE DES TIERS DE L'ANNÉE ET DES CONCOURS. (Cors de chasse en drap, cors de chasse brodés, grenades, épinglettes, médailles.)
	Total des balles mises. (Revolver.)	
1907.....	2 ^e - 3 ^e cl.	
19.....		
19.....		
19.....		
19.....		
19.....		
19.....		
19.....		

Prix et Mentions honorifiques

OBTENUS DANS LES CONCOURS NON MILITAIRES.

*Accompli une période d'incendie dans le 11^e Rég^t d'Artillerie
S. B. du 31 août au 1^{er} septembre 1911*

Instructions, stages et emplois spéciaux.

Indiquer ci-contre la nature des instructions suivies, des stages accomplis et des emplois remplis pendant la présence sous les drapeaux.

Cette inscription devra être portée sur le livret aussitôt que l'homme a terminé l'instruction ou le stage ou a été reconnu apte à remplir l'emploi indiqué.

*A fait son stage comme
ouvrier en bois à la Direction
d'Artillerie de Buzançon
et a obtenu le certificat d'ap-
titude avec la mention
Bon*

Professions spéciales exercées dans la vie civile.

Dans le cas où l'homme aurait obtenu un certificat de capacité pour la conduite des voitures automobiles, mention devra en être faite dans la forme indiquée ci-après :

A obtenu en 19 — de M. le Préfet d (1)

le certificat de capacité pour la conduite d (2)

Vaccination et revaccinations.

	DATE.	RÉSULTATS	SIGNATURE DU MÉDECIN CHARGÉ du service.
l'arrivée au corps.....		Variolé ou vacciné avec succès.....	<i>Dr Chautour</i>
1° 10 Oct 1906		Vacciné ou revacciné avec succès certain ou sans succès.....	
2°		Revacciné avec succès certain ou sans succès.	
3°		Vacciné ou revacciné avec succès certain ou sans succès.....	
4°		Revacciné avec succès certain ou sans succès.	

(1) Du département d (indiquer le département) ou mettre : de M. le Préfet de police pour les certificats délivrés dans le département de la Seine.

(2) Désigner la nature du ou des véhicules auxquels s'applique le certificat.

Tir à la cible.

MODÈLE N° 4
annexé au Règlement
du 18 novembre 1902.

ANNÉES.	CLASSEMENT (FUSIL.)	RÉCOMPENSES OBTENUES À LA SUITE DES TIRS DE L'ANNÉE ET DES CONCOURS. (Cors de chasse en drap, cors de chasse brodés, grenades, épinglettes, médailles.)
	Total des balles mises. (Revolver.)	
1907.....	3 ^e - 3 ^e cl.	
19.....		
19.....		
19.....		
19.....		
19.....		
19.....		

Prix et Mentions honorifiques

OBTENUS DANS LES CONCOURS NON MILITAIRES.

*Accompli une période d'années dans le 11^e Rég^t d'Artillerie
S. B. du 31 août au 31 septembre 1911*

Tableau indiquant les mesures de l'homme et les types et subdivisions d'effets correspondant à ces mesures.

DÉSIGNATION des effets.	MESURES correspondant aux EFFETS DÉSIGNÉS.	TYPE ET SUBDIVISION DE L'EFFET CORRESPONDANT aux mesures prises (A). POINTURE ET GROSSEUR POUR LA CHAUSSURE			
		A l'époque de l'incorporation.	Au moment du renvoi dans ses foyers.	Lors du 1 ^{er} appel comme réserviste.	Lors du 2 ^e appel comme territorial.
Capote ou manteau.	Longueur du dos (jusqu'à 33 centimètres de terre)	124 Type B	Type —	Type —	Type —
	Grosceur sous les bras	108 1 ^e sub.	— ° sub.	— ° sub.	— ° sub.
Tunique, dolman ou veste.	Longueur de la taille	44 Type A	Type —	Type —	Type —
	Grosceur sous les bras	94 1 ^e sub.	— ° sub.	— ° sub.	— ° sub.
Pantalon ou culotte.	Longueur d'entre-jambes	84 Type C	Type —	Type —	Type —
	Grosceur de ceinture	86 2 ^e sub.	— ° sub.	— ° sub.	— ° sub.
Képi, shako ou casque.	Grosceur du tour de tête	55			
Brodequins, bottes ou bottines, souliers.	Longueur du pied	30 } 34	Pointure :	Pointure :	Pointure :
	Grosceur aux doigts de pied	25			
	Grosceur au cou-de-pied	26			
Guêtres.	Selon la pointure du soulier				

(A) Si un homme a 130 centimètres comme longueur du dos, 108 centimètres comme grosceur sous les bras, on indiquera pour la capote : Type A, 1^{re} subdivision.
 Si l'homme a comme longueur de taille 48 centimètres et comme grosceur sous les bras 108 centimètres, on portera pour la veste : Type A, 1^{re} subdivision.
 Si l'homme a 92 centimètres comme longueur d'entrejambes et 98 centimètres comme grosceur à la ceinture, on indiquera pour le pantalon : Type A, 1^{re} subdivision.
 Si la longueur du pied est de 27 centimètres, comme il est nécessaire de laisser au pied introduit dans la chaussure un jeu de 1 centimètre 1/2 environ dans le sens de la longueur, on insérera, pour la chaussure, la pointure 29, chiffre qui sera suivi du nombre 1, 2, 3 ou 4 pour indiquer la largeur de la chaussure qui lui convient.

FEUILLETS

DESTINÉS À L'ENREGISTREMENT

DES

EFFETS DE TOUTE NATURE

DISTRIBUÉS À L'HOMME.

(À joindre au livret individuel.)

1

**Enregistrement des effets de toute nature dont l'homme
est détenteur.**

*Règles à suivre pour indiquer sur les livrets la remise et la
reprise des effets autres que ceux de harnachement.*

I. — Quelle que soit la nature de l'effet, la remise à l'homme est toujours indiquée par l'inscription de l'une des lettres N, B ou I.

N indique les effets neufs.

B indique les effets qui ont servi.

I indique les effets de la collection d'instruction.

II. — Pour les effets de la 1^{re} portion de l'approvisionnement du corps, la lettre indicative est placée dans la colonne de l'année où la remise a lieu et elle est suivie du chiffre qui représente le numéro d'ordre du mois de l'année. Exemple : Pour une veste *bonne* remise à l'homme pendant le mois de *mars* 190 , l'inscription à faire sera B 3, dans la colonne 190 . Si deux effets semblables étaient remis dans le même mois, les deux lettres indicatives seraient placées à côté l'une de l'autre.

III. — Pour les effets de la 2^e portion de l'approvisionnement du corps, il n'est ouvert de colonne que pour les mois dans lesquels une distribution est faite; la ou les lettres indicatives sont placées dans cette colonne.

IV. — On indique la reprise d'un effet à l'homme en barrant simplement la lettre indicative de la remise sur le livret.

Les effets emportés par l'homme au moment du renvoi dans ses foyers ne sont pas rayés sur le livret.

1.

Enregistrement succés

effets de la 1^{re} portion.

DÉSIGNATION DES EFFETS.	EFFETS DISTRIBUÉS à la mobilisation.	ANNÉES ET MOIS				DISTRIBUTION DES EFFETS.							
		1906.		1907.		1908.		1909.		1910.		1911.	
		Collection n°		Collection n°		Collection n°		Collection n°		Collection n°		Collection n°	
		2.	3.	2.	3.	2.	3.	2.	3.	2.	3.	2.	3.
Habillement.													
Capote, manteau, capote-manteau.....													
Collet à capuchon.....													
Gilet.....													
Guêtres-jambières en drap (Paires de)...													
Pantalon d'ordonnance													
Pantalon de sous-officier.....													
Pantalon de soldat.....													
de cheval													
ou culotte													
Pattes d'épaule.....													
Tunique													
ou dolman													
Veste													
en drap													
Coiffure.													
Képi													
de 1 ^{re} tenue													
Képi													
de 2 ^e tenue													
Casque.....													
Casquette.....													
Shako.....													
Chaussure.													
Bottes (Paires de).....													
Bottines (Paires de).....													
Brodequins (Paires de).....													
Bottes.....													
Guêtres de cuir (Paires de).....													
Jambières de cuir (Paires de).....													
Souliers (Paires de).....													
Sous-pieds d'éperon (Paire de).....													

NOTA. Les militaires de l'armée active auxquels des effets sont laissés au moment de leur renvoi effets et à les entretenir soigneusement. Ils devront arriver à leur corps porteurs de ces conformés à ces instructions seront passibles de punitions. Les réservistes et les territoriaux remplissant les conditions générales du brodequin en service, seront rem

dans leurs foyers sont astreints, tant qu'ils ne sont pas définitivement libérés, à conserver ces effets pour les périodes d'instruction et en cas de mobilisation. Les hommes qui ne se seront pas qui, à la mobilisation, apporteront une paire de chaussures en bon état et boursés de sa valeur.

Enregistrement successif des effets de

DÉSIGNATION DES EFFETS		ANNÉES ET MOIS	
ET DES ARMES.		19 <i>06.</i>	19 <i>07.</i>
Grand équipement.			
Banderolle	{ de porte-giberne..... d'étui de revolver.....		
Bretelle de fusil, de carab. ou de mousq..		<i>B¹⁰</i>	
Bretelle de suspension avec crochets.....			
Cartouchières.....		<i>BB¹⁰</i>	
Ceinturon.....		<i>B¹⁰</i>	<i>N¹⁰</i>
Courroie de ceinture de revolver.....			
Étui de revolver.....			
Giberne.....			
Havresac.....		<i>B¹⁰</i>	
Lanière de revolver.....			
Poche à cartouches.....			
Porte-épée-baïonnette.....			
Porte-fourreau.....			
Campement.			
Couverture.....			
Fanion de signaleur.....			
Lanterne de signaleur.....			
Petit bidon	{ de 1 litre..... (avec courroie) { de 2 litres.....	<i>A¹⁰</i>	<i>B¹⁰</i>
Sac tente-abri avec accessoires.....			

Armement.	Numéros.	Lettre de série.	Numéros.	Lettre de série.
Guirasse.....	deux			
Épée.....				
Fusil, carabine ou mousqueton.....	94517			
Jeu d'accessoires complet.....				
Nécessaire d'armes isolé.....				
Revolver.....				
Sabre.....				
Sabre-baïonnette (série Z).....	un			

1^{re} portion (*Suite*) des armes et des outils portatifs.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible][illegible]

[illegible]

Tableau indiquant les mesures de l'homme et les types et subdivisions d'effets correspondant à ces mesures.

DÉSIGNATION des effets.	MESURES correspondant aux EFFETS DÉSIGNÉS.	TYPE ET SUBDIVISION DE L'EFFET CORRESPONDANT aux mesures prises (A). POINTURE ET GROSSEUR POUR LA CHAUSSURE :			
		A l'époque de l'incorporation.	Au moment du renvoi dans ses foyers.	Lors du 1 ^{er} appel comme réserviste.	Lors de l'appel comme territorial.
Capote ou manteau.	Longueur du dos (jusqu'à 33 centimètres de terre).....	144 } Type B	Type	Type	Type
	Grosueur sous les bras.....	104 } 1.° sub.	° sub.	° sub.	° sub.
Tunique, dolman ou veste.	Longueur de la taille.....	144 } Type A	Type	Type	Type
	Grosueur sous les bras.....	94 } 6.° sub.	° sub.	° sub.	° sub.
Pantalon ou culotte.	Longueur d'entre-jambes.....	84 } Type C	Type	Type	Type
	Grosueur de ceinture.....	84 } 3.° sub.	° sub.	° sub.	° sub.
Képi, shako ou casque.	Grosueur du tour de tête.....	55			
Brodequins, bottes ou bottines, souliers.	Longueur du pied.....	22 } 32			
	Grosueur aux doigts de pied.....	22 } Pointure : 1	Pointure : 1	Pointure : 1	Pointure : 1
	Grosueur au cou-de-pied.....	22 } Pointure : 1	Pointure : 1	Pointure : 1	Pointure : 1
Guêtres.	Selon la pointure du soulier....				

(A) Si un homme a 130 centimètres comme longueur du dos, 108 centimètres comme grosueur sous les bras, on indiquera pour la capote : Type A, 1^{re} subdivision.

Si l'homme a comme longueur de taille 48 centimètres et comme grosueur sous les bras 108 centimètres, on portera pour la veste : Type A, 1^{re} subdivision.

Si l'homme a 92 centimètres comme longueur d'entrejambes et 98 centimètres comme grosueur à la ceinture, on indiquera pour le pantalon : Type A, 1^{re} subdivision.

Si la longueur du pied est de 27 centimètres, comme il est nécessaire de laisser au pied introduit dans la chaussure un jeu de 1 centimètre 1/2 environ dans le sens de la longueur, on inscrira, pour la chaussure, la pointure 29, chiffre qui sera suivi du nombre 1, 2, 3 ou 4 pour indiquer la largeur de la chaussure qui lui convient.

Effets emportés par l'homme
au moment de son renvoi dans ses foyers.

Observations importantes.

1° Les militaires de l'armée active auxquels des effets sont laissés au moment de leur renvoi dans leurs foyers sont astreints, tant qu'ils ne sont pas définitivement libérés, à conserver ces effets et à les entretenir soigneusement. Ils devront arriver à leur corps porteurs de ces effets pour les périodes d'instruction et en cas de mobilisation. Les militaires qui ne se seront pas conformés à ces instructions seront passibles de punitions.

2° Les réservistes et les territoriaux qui, à la mobilisation, apporteront une paire de chaussures en bon état et remplissant les conditions générales du brodequin en service, seront remboursés de sa valeur.

Dispositions de lois ou règlements dont les militaires doivent avoir incessamment le texte sous les yeux.

MARQUES EXTÉRIEURES DE RESPECT.

DEVOIRS GÉNÉRAUX. — Les militaires doivent, en toutes circonstances, soit de jour, soit de nuit, même hors du service, de la déférence et du respect à leurs supérieurs des armées de terre ou de mer, quels que soient l'arme et le corps auxquels ils appartiennent.

L'inférieur prévient le supérieur en le saluant le premier; le supérieur rend le salut.

A grade égal, les militaires échangent le salut. Toutefois, les sous-officiers renagent à et les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire ont droit au salut des militaires du même grade non rengagés ou non décorés.

Le salut n'est pas dû par les gendarmes aux sous-officiers, caporaux et brigadiers des autres armes.

Les militaires des différents corps de l'armée doivent le salut à ceux de la gendarmerie, toutes les fois que ceux-ci portent les marques distinctives d'un grade supérieur au leur.

Les fonctionnaires du contrôle de l'administration de l'armée et de l'intendance militaire, les officiers du corps de santé militaire et les vétérinaires militaires ont droit au salut des militaires.

Y ont également droit : les officiers d'administration des divers services, les aumôniers militaires, les interprètes militaires, les chefs de musique.

Y ont encore droit, lorsqu'ils sont revêtus de leur uniforme ou de leurs insignes : les officiers du corps militaire des douanes et des chasseurs forestiers, les agents de la trésorerie et des postes, de la télégraphie militaire et des sections de chemins de fer de campagne assimilées ou traitées comme officiers; les officiers et les sous-officiers des sapeurs-pompiers des communes; les officiers étrangers.

Le sous-chef de musique a droit au salut des sergents-majors, des sergents ou maréchaux des logis, des caporaux ou brigadiers et des soldats.

Les chefs armuriers ont droit au salut des sergents ou maréchaux des logis, des caporaux ou brigadiers et des soldats.

Les militaires de tout grade de la réserve et de l'armée territoriale ont les devoirs et les droits communs à tous les militaires dans toutes les circonstances où ils portent l'uniforme.

FORMES DE SALUT. — Le salut militaire, à pied et à cheval, quel que soit le grade et quelle que soit la coiffure, consiste à porter la main droite au côté droit de la visière, la paume de la main en avant, le coude légèrement levé, en regardant la personne que l'on salue.

Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui est de pied ferme prend, pour saluer, la position du soldat sans armes et se tourne du côté du supérieur; s'il est assis, il se lève pour saluer; s'il croise un supérieur, il le salue quand il en est à six pas et continue à marcher en conservant l'attitude du salut jusqu'à ce qu'il l'ait dépassé; s'il marche derrière lui et le dépasse, il le salue en arrivant à sa hauteur et conserve l'attitude du salut jusqu'à ce qu'il l'ait dépassé.

Le salut ne se renouvelle pas dans une promenade ou dans tout autre lieu public.

Les sous-officiers, caporaux, brigadiers ou soldats ne se découvrent chez leur supérieur que lorsqu'il les y autorise.

Tout militaire qui parle à un supérieur le salue et prend une attitude militaire.

Tout militaire qui passe devant un drapeau ou un étendard de régiment salue sans s'arrêter.

Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat, armé du fusil, ou ayant le sabre à la main, qui parle à un officier, prend la position de *Reposez arme ou sabre* s'il est à pied ou celle de *Portez sabre* s'il est à cheval.

PLANTONS ET ORDONNANCES. — Les sous-officiers, les caporaux ou brigadiers et les soldats remettent les dépêches de la manière suivante :

S'ils sont armes, ils s'arrêtent, prennent la position du soldat reposé sur l'arme, remettent la dépêche de la main gauche, se portent à six pas en arrière et attendent dans la même position; s'ils ne sont pas armes du fusil, ils s'arrêtent, saluent, remettent la dépêche de la main gauche et vont attendre à six pas, dans la position du soldat sans armes.

Les ordonnances à cheval saluent et remettent ensuite la dépêche de la main droite.

VISITES D'OFFICIERS. — Quand un officier entre dans une chambre, le caporal ou brigadier commande *Fixe*. Les soldats se lèvent, se découvrent s'ils sont en képi, gardent le silence et l'immobilité jusqu'à ce que l'officier soit sorti ou qu'il ait commandé *Repos*; si c'est un officier supérieur, le caporal ou brigadier commande à *vos rangs*; les soldats se placent au pied de leur lit; lorsqu'ils y sont, le caporal ou brigadier commande *Fixe*.

ARTICLE 47 DE LA LOI DU 15 JUILLET 1889.

Les militaires qui, pendant la durée de leur service, auront subi des punitions de prison ou de cellule, seront maintenus au corps après le départ des hommes de leur classe, pendant un nombre de jours égal au nombre de journées de prison ou de cellule qu'ils auront subies.

Cette disposition ne sera pas applicable aux militaires qui, au moment du départ des hommes de leur classe, seront en possession d'un grade de sous-officier ou de celui de caporal ou brigadier.

Si le total de ces journées de prison ou de cellule dépasse soixante, la durée du maintien au corps sera fixée par le conseil de discipline statuant en dernier ressort; elle ne pourra être inférieure à trois mois, ni supérieure à un an.

EXTRAIT DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

ART. 231. — Est considéré comme d'extérieur à l'intérieur :

1° Six jours après celui de l'absence constatée, tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui s'absente de son corps ou détachement sans autorisation. Néanmoins, si le soldat n'a pas trois mois de service, il ne peut être considéré comme d'extérieur qu'après un mois d'absence;

2° Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat voyageant isolément d'un corps à un autre et dont le congé ou la permission est expiré et qui, dans les quinze jours qui suivent celui qui a été fixé pour son retour ou son arrivée au corps, ne s'y est pas présenté.

ART. 235. — Est déclaré déserteur à l'étranger, en temps de paix, trois jours, et, en temps de guerre, un jour après celui de l'absence constatée, tout militaire qui franchit, sans autorisation, les limites du territoire français ou qui, hors de France, abandonne le corps auquel il appartient.

Nomenclature alphabétique des crimes et délits militaires et peines y attachées.

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	ART. du Code.
Abandon du poste en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.....	Mort.....	213
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège.....	2 à 5 ans de prison.....	"
Abandon dans tous les autres cas.....	2 à 6 mois de prison.....	"
Abandon étant en faction ou en vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.....	Mort.....	211
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	"
Abandon dans tous les autres cas.....	2 mois à 1 an de prison.....	"
Absence du poste en cas d'alerte ou à la générale en temps de guerre ou en état de siège.....	6 mois à 2 ans de prison.....	214
Absence d'un militaire au conseil de guerre ou il est appelé à sieger.....	2 à 6 mois de prison.....	215
Achat ou recel d'effets de petit équipement.....	6 mois à 1 an de prison.....	241
Achat ou recel de chevaux, d'effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service.....	1 an à 5 ans de prison.....	241
Achat ou recel ou acceptation en gage d'armes, de munitions, d'effets d'habillement, de grand et de petit équipement, ou de tout autre objet militaire.....	La même peine que l'auteur du délit.....	247
Actes d'hostilité commis par un chef militaire, sur un territoire allié ou neutre, sans ordre ou provocation.....	Destitution.....	(*) D 226
Armes portées contre la France.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 264
Attaque sans ordre ou provocation contre les troupes d'une puissance alliée ou neutre.....	Mort.....	(*) D 226
Capitulation avec l'ennemi.....	Mort avec dégradation milit.....	209
Capitulation en rase campagne.....	Mort avec dégradation militaire ou destitution.....	210

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	ART. du Code.
Commandement pris ou retenu sans ordre ou motif légitime.....	Mort.....	(*) D 228
Contrefaçon de sceaux, de timbres ou de marques militaires.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	259
Corruption dans le service, dans l'administration militaire.....	Dégradation militaire.....	261
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 3 mois à 2 ans.....	"
Dévoilement d'un blessé.....	Reclusion.....	(*) D 249
Dépouille d'un blessé auquel il est fait de nouvelles blessures.....	Mort.....	"
Désertion à l'ennemi.....	Mort avec dégradation milit.....	238
Désertion en présence de l'ennemi.....	Détention de 5 à 20 ans.....	239
Désertion à l'étranger en temps de paix.....	2 à 5 ans de trav. publics (1).....	235, 236
Désertion en temps de guerre ou d'un territoire en état de guerre ou de siège.....	5 à 10 ans de trav. publics (1).....	235, 236
Désertion à l'intérieur en temps de paix.....	2 à 5 ans de prison (2).....	231, 232
Désertion à l'intérieur en temps de guerre ou d'un territoire en état de guerre ou de siège.....	2 à 5 ans de trav. publics (2).....	231, 232
Désertion avec complot en présence de l'ennemi ou étant chef de complot de désertion à l'étranger.....	Mort.....	241
Désertion étant chef de complot à l'intérieur.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	"
Désertion dans tous les autres cas.....	Le maximum de la peine portée pour la désertion.....	"
Destruction volontaire d'édifices, bâtiments, ouvrages militaires, magasins, chantiers, vaisseaux, navires, bateaux à l'usage de l'armée.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	(*) D 252
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, ou emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Destruction, en présence de l'ennemi, des moyens de défense, de tout ou partie d'un matériel de guerre, des approvisionnements en armes, vivres, munitions, effets de campement, d'équipement, d'habillement.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 253
Destruction hors de la présence de l'ennemi.....	Détention de 5 à 20 ans.....	"
Destruction ou bris volontaire d'armes, des effets de campement, de casernement, d'équipement ou d'habillement appartenant à l'Etat.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	(*) D 254
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans.....	"
Destruction des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité militaire.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	(*) D 255
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Dissipation ou détournement d'armes, de munitions, effets ou autres objets remis pour le service.....	6 mois à 2 ans de prison.....	245
Distributions de substances, denrées ou liquides avariés, corrompus ou gâtés.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	265
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	"
Divulgaration du mot d'ordre ou du secret d'une opération ou expédition.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 205
Embauchage pour l'ennemi et pour les rebelles armés.....	Mort (De plus la dégradation militaire si le coupable est militaire).....	(*) D 208
Espionnage par les ennemis sous des déguisements.....	Mort.....	207
Espionnage pour l'ennemi ou recel d'espions ou d'ennemis.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 206
Évasion (Auteurs ou complices d') de prisonniers de guerre ou détenus, en cas de négligence.....	Emprisonnement de 6 jours à 5 ans.....	216

(1) La peine ne peut être moindre de trois ans pour le premier cas et de sept ans pour le second, si le coupable a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement. Le condamné, pour désertion en temps de guerre, sera en outre privé de ses droits électoraux.

(2) Le minimum est de trois ans, si le déserteur a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement.

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	ART. du Code.
Évasion, en cas de connivence.....	Reclusion de 5 à 10 ans, travaux forcés de 5 à 20 ans, travaux forcés perpétuels.....	"
Falsification, par un militaire, de substances, matières, denrées ou liquides confiés à sa garde ou placés sous sa surveillance.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	265
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	"
Faux sur des états de situation ou de revues.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	257
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Faux certificats de maladie obtenus d'un médecin militaire par dons ou promesses.....	Dégradation militaire.....	262
Hostilités prolongées après l'avis de la paix ou d'une trêve ou d'un armistice.....	Mort.....	227
Incendie d'édifices, bâtiments ou ouvrages militaires, des magasins, chantiers, vaisseaux, navires ou bateaux à l'usage de l'armée.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 251
— En cas de circonstances atténuantes.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	"
Infidélité dans le service, dans l'administration militaire.....	1 an à 5 ans de prison.....	264
Infidélité dans les états de troupe.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	257
Infidélités dans les états de troupe, en cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Infidélité dans les poids ou mesures des rations.....	1 an à 5 ans de prison.....	258
Insubordination : jeunes soldats, engagés, réservistes et hommes de l'armée territoriale. Pour ces deux derniers, seulement en cas de récidive.....	Emprisonnement de 1 mois à 1 an.....	(*) D 230
Insoumission en temps de guerre.....	2 ans à 5 ans de prison.....	(*) D 230 (1)
Instigateurs de pillage en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violences.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 250
Insulte envers une sentinelle.....	6 jours à 1 an de prison.....	220
Intelligence avec l'ennemi, dans le but de favoriser ses entreprises.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 205
Meurtre sur la personne de son hôte, sur celle de sa femme ou de ses enfants.....	Mort.....	256
Mise en gage d'effets d'armement, de grand équipement, d'habillement, ou de tout autre objet confié pour le service.....	6 mois à 1 an de prison.....	246
Mise en gage d'effets de petit équipement.....	2 à 6 mois de prison.....	"
Mort donnée à un cheval ou bête de trait ou de somme employée au service de l'armée.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	(*) D 254
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans.....	"
Outrages par paroles, gestes ou menaces, envers un supérieur, pendant le service ou à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	224
Outrages hors de ce cas.....	1 an à 5 ans de prison.....	"
Outrages envers un supérieur, commis par un réserviste ou par un homme de l'armée territoriale, postérieurement à son renvoi dans ses foyers, comme vengeance contre un acte d'autorité légalement exercé à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	(*) D 224
— En cas de circonstances atténuantes.....	2 mois à 5 ans d'emprisonnement.....	(*) D 224
— A l'occasion d'un acte exercé hors du service, mais alors que le supérieur et l'inférieur étaient revêtus d'uniforme.....	1 à 5 ans d'emprisonnement.....	(*) D 224
— En cas de circonstances atténuantes.....	1 jour à 1 an d'emprisonnement.....	(*) D 224

(1) Le nom du coupable est affiché dans toutes les communes du canton de son domicile ; de plus, l'homme est envoyé dans une compagnie de discipline à l'expiration de sa peine. Il sera, en outre, privé de ses droits électoraux. (Art. 73 de la loi du 15 juillet 1889.)

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Participation d'un réserviste ou d'un homme de l'armée territoriale, en armes, ou d'un d'effets d'uniforme, à un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public.	2 mois à 5 ans de prison.	225
Pillage commis en bande, soit avec armes ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violences.	5 à 10 ans de travaux publics.	(*) D 225
Pillage dans les autres cas.	Mort avec dégradation militaire.	(*) D 250
Port illégal de décorations, d'uniformes ou d'insignes.	Reclusion.	266
Prévarication dans le service, dans l'administration militaire.	2 mois à 2 ans de prison.	261, 263
— Suivant les cas.	Travaux forcés de 5 à 20 ans.	261, 263
— En cas de circonstances atténuantes.	Dégradation militaire.	"
Prisonnier de guerre qui, ayant fausse sa parole, est repris les armes à la main.	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 3 mois à 5 ans.	"
Provocation ou assistance à la désertion par un militaire.	Mort.	(*) D 204
Provocation par un individu non militaire.	Peine de la désertion.	(*) D 242
Provocation à la fuite ou empêchement de ralliement en présence de l'ennemi.	2 mois à 5 ans de prison.	"
Rebellion envers la force armée ou les agents de l'autorité, sans armes.	Mort avec dégradation militaire.	(*) D 205
Rebellion avec armes.	2 à 6 mois de prison.	225
Rebellion par plus de deux militaires, sans armes.	6 mois à 2 ans de prison.	"
Rebellion avec armes.	2 à 5 ans de prison.	"
Rebellion par des militaires armés, au nombre de huit au moins.	Reclusion de 5 à 10 ans.	"
Reddition de place sans avoir épuisé tous les moyens de défense.	Mort ou travaux publics de 5 à 10 ans, selon les circonstances.	"
Refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi ou contre des rebelles armés.	Mort avec dégradation militaire.	209
Refus d'obéissance sur un territoire en état de guerre ou de siège.	Mort avec dégradation militaire.	218
Refus d'obéissance dans tous les autres cas.	5 à 10 ans de travaux publics.	"
Revolte, suivant la gravité des faits, selon le nombre, la position et le grade de ceux qui y participent.	1 an à 2 ans de prison.	"
Sommeil d'un factionnaire ou d'une vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.	Mort. — 5 à 10 ans de travaux publics.	217
Sommeil sur un territoire en état de guerre ou de siège.	2 à 5 ans de travaux publics.	212
— Dans tous les autres cas.	6 mois à 1 an de prison.	"
Soustractions commises par des comptables militaires.	2 à 6 mois de prison.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Travaux forcés de 5 à 20 ans.	263
Tentative de contrainte ou de corruption n'ayant produit aucun effet.	Reclusion de 5 à 10 ans; emprisonnement de 2 à 5 ans.	"
Traité, à son profit, des fonds ou deniers appartenant à l'État ou à des militaires.	Emprisonnement de 3 à 6 mois.	261
Trahison.	1 an à 5 ans de prison.	264
Usage frauduleux des sceaux, timbres ou marques militaires.	Mort avec dégradation militaire.	(*) D 205
Vente d'effets de petit équipement.	Dégradation militaire.	260
Vente de son cheval, de ses effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service.	6 mois à 1 an de prison.	244
Violation de consigne en présence de l'ennemi ou des rebelles.	1 à 5 ans de prison.	244
Violation sur un territoire en état de guerre ou de siège.	Détention de 5 à 20 ans.	(*) D 219
— Dans tous les autres cas.	2 à 10 ans de travaux publics.	"
	2 mois à 3 ans de prison.	"

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Violences envers une sentinelle ou vedette à main armée.	Mort.	(*) D 220
Violences sans armes, mais en réunion de plusieurs personnes.	5 à 10 ans de travaux publics.	"
Violences sans armes et par une seule personne.	1 à 5 ans de prison.	"
Voies de fait envers un supérieur avec préméditation et guet-apens.	Mort avec dégradation militaire.	221
Voies de fait commises sous les armes envers un supérieur.	Mort.	222
Voies de fait envers un supérieur pendant le service ou à l'occasion du service.	Mort.	223
Voies de fait hors du service ou sans que cela soit à l'occasion du service.	5 à 10 ans de travaux publics.	"
Voies de fait commises envers un supérieur par un réserviste ou par un homme de l'armée territoriale, postérieurement à son renvoi dans ses foyers, comme vengeance contre un acte d'autorité légalement exercé à l'occasion du service.	Mort.	(*) D 223
— En cas de circonstances atténuantes.	Détention de 5 à 20 ans.	(*) D 223
— A l'occasion d'un acte exercé en dehors du service, mais alors que le supérieur et l'inférieur étaient revêtus d'uniformes.	5 à 10 ans de travaux publics.	(*) D 223
— En cas de circonstances atténuantes.	2 mois à 5 ans d'emprisonnement.	(*) D 223
Voies de fait envers un inférieur sans motifs légitimes.	2 mois à 5 ans de prison.	(*) D 229
Vol des armes et munitions appartenant à l'État, de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'État, si le coupable en est comptable.	5 à 20 ans de travaux forcés.	(*) D 248
— En cas de circonstances atténuantes.	Reclusion de 5 à 10 ans, ou emprisonnement de 3 à 5 ans.	"
Vol, s'il n'est pas comptable.	Reclusion de 5 à 10 ans.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 1 à 5 ans.	"
Vol chez l'hôte.	Reclusion de 5 à 10 ans.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 1 à 5 ans.	"
Vol qualifiés par le Code pénal ordinaire, selon les circonstances.	Travaux forcés à perpétuité; travaux forcés à temps; reclusion ou emprisonnement.	"

La loi du 19 juillet 1901 permet d'appliquer, en temps de paix, les circonstances atténuantes pour tous les crimes et délits énumérés ci-dessus et pour lesquels le code de justice militaire ne les prévoit pas.

La loi du 28 juin 1904, promulguée le 30 du même mois, rend la loi de sursis du 26 mars 1891 applicable aux individus condamnés par la juridiction militaire.

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

Dispositions de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, applicables aux hommes dans leurs foyers.

Livret individuel. — Tout homme inscrit sur le registre matricule du recrutement reçoit un livret individuel qu'il est tenu de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

En cas d'appel à l'activité ou de convocation pour des manœuvres, exercices ou revues, la représentation du livret individuel doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures de la réquisition; dans un délai de huit jours en tout autre cas (art. 36).

Mariage. — Les hommes envoyés en congé après un an de service (1) (art. 21, 22 et 23 de la loi), les hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active peuvent se marier sans autorisation (art. 25 et 58).

Père de quatre enfants vivants. — Les réservistes qui sont pères de quatre enfants vivants passent de droit dans l'armée territoriale (art. 58).

Marques extérieures de respect. — Lorsque les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, même non présents sous les drapeaux, sont revêtus d'effets d'uniforme; ils doivent à tout supérieur hiérarchique en uniforme les marques extérieures de respect prescrites par les règlements militaires, et sont considérés sous tous les rapports comme des militaires en congé (art. 53).

Changement de domicile ou de résidence. — *Voyages.* — Tout homme inscrit sur le registre matricule du recrutement est astreint, s'il se déplace, aux obligations suivantes :

1° S'il se déplace pour changer de domicile ou de résidence, il fait viser, dans le délai d'un mois, son livret individuel par la gendarmerie dont relève la localité où il transporte son domicile ou sa résidence;

2° S'il se déplace pour voyager pendant plus d'un mois, il fait viser son livret avant son départ par la gendarmerie de sa résidence habituelle;

3° S'il va se fixer en pays étranger, il fait de même viser son livret avant son départ et doit en outre, dès son arrivée, prévenir l'agent consulaire de France, qui lui donne récépissé de sa déclaration et en envoie copie dans les huit jours au Ministre de la guerre.

A l'étranger, s'il se déplace pour changer de résidence, il en prévient, au départ et à l'arrivée, l'agent consulaire de France, qui en informe le Ministre de la guerre.

Lorsqu'il rentre en France, il se conforme aux prescriptions du paragraphe 1^{er} ci-dessus (art. 55).

Les hommes qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent ont

(1) Ces hommes sont considérés et traités comme des disponibles.

droit, en cas de mobilisation ou de rappel de leur classe, à des délais supplémentaires pour rejoindre, calculés d'après la distance à parcourir (art. 56).

Appels en temps de paix. — Les hommes visés à l'article 23 de la loi envoyés en congé sur leur demande, après un an de présence sous les drapeaux, sont rappelés pendant quatre semaines, dans le cours de l'année qui précède leur passage dans la réserve de l'armée active (art. 23).

Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres, chacune d'une durée de quatre semaines (art. 49).

Les hommes de l'armée territoriale sont assujettis à une période d'exercices dont la durée est de deux semaines (art. 49).

Les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, qui en font la demande, peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices comme soutiens indispensables de famille, s'ils en remplissent effectivement les devoirs (art. 49).

Le maire soumet la demande au conseil municipal; les généraux commandant les subdivisions statuent (art. 49).

Tout homme qui n'a pas rejoint au jour indiqué pour des manœuvres ou des exercices peut être astreint par l'autorité militaire à faire ou à compléter dans un corps de troupe le temps de service pour lequel il était appelé (art. 75).

Les hommes de la réserve de l'armée active et ceux de l'armée territoriale qui subissent, au moment de la convocation, la peine de l'emprisonnement en vertu d'un jugement, sont tenus d'accomplir leurs obligations d'activité au moment de l'appel qui suit leur élargissement (art. 41).

Mobilisation. — A la publication de l'ordre de mobilisation faite dans chaque commune, les hommes doivent se rendre à la destination indiquée par l'ordre de route contenu dans le livret et s'y présenter le jour marqué par ledit ordre (art. 73 et 75).

Dispositions pénales. — Sous les drapeaux, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale sont soumis à toutes les obligations imposées aux militaires de l'armée active par les lois et règlements en vigueur.

Ils sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre :

1° En cas de mobilisation, à partir du jour de leur appel à l'activité jusqu'à celui où ils sont renvoyés dans leurs foyers;

2° Hors le cas de mobilisation, lorsqu'ils sont convoqués pour des manœuvres, exercices ou revues, depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre ou de leur arrivée à destination s'ils rejoignent isolément, jusqu'au jour où ils sont renvoyés dans leurs foyers;

3° Lorsqu'ils sont placés dans les hôpitaux militaires ou dans les salles des hôpitaux civils affectées aux militaires et lorsqu'ils voyagent comme militaires sous la conduite de la force publique, qu'ils se trouvent détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers militaires ou qu'ils subissent dans un corps de troupe une peine disciplinaire (art. 52).

En temps de paix, les militaires en congé rappelés sous les drapeaux, les hommes de la réserve et ceux de l'armée territoriale convoqués pour des manœuvres ou des exercices ou appartenant à des classes rappelées par décret, qui, hors le cas de force majeure, ne seront pas rendus le jour fixé au lieu indiqué par les ordres d'appel ou affiches, seront passibles d'une punition disciplinaire (art. 75).

En cas de récidive, ils seront considérés comme insoumis et punis d'un mois à un an de prison (art. 73 et 75).

En cas de mobilisation, les hommes appelés sont déclarés insoumis si, hors le cas de force majeure, ils n'ont pas rejoint dans les délais fixés. Ils deviennent passibles d'un emprisonnement de deux à cinq ans (art. 73 et 75).

Le seul fait, pour les hommes inscrits sur le registre matricule du recrutement, de se trouver revêtus d'effets d'uniforme dans un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public et d'y demeurer contrairement aux ordres des agents de l'autorité ou de la force publique, les rend passibles des peines édictées à l'article 225 du Code de justice militaire (art. 54).

Les hommes de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, pour les crimes et délits prévus et punis par les articles du Code de justice militaire énumérés dans le tableau D annexé à la loi (1), lorsqu'après avoir été appelés sous les drapeaux ils ont été renvoyés dans leurs foyers.

L'application de ces articles est faite aux inculpés sous la réserve des dispositions spéciales indiquées audit tableau.

Toutefois, les hommes appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée ne sont plus justiciables des tribunaux militaires en temps de paix, pour les crimes et délits prévus par les deux paragraphes précédents, lorsqu'ils ont été renvoyés dans leurs foyers depuis plus de six mois, à moins que, au moment où les faits incriminés ont été commis, les délinquants fussent revêtus d'effets d'uniforme (art. 57).

(1) Articles 204, 205, 206, 208, 219, § 1^{er}, 220, 223, 224, 225, 226, 228, 229, 242, § 1^{er}, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254 et 255.

Ces articles sont signalés sur l'extrait du Code de justice militaire, pages 24 à 28 du livret individuel, par la lettre D, placée avant le numéro de chacun des articles dans la troisième colonne du tableau.

Visa de la gendarmerie constatant les changements successifs

DE DOMICILE.

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,

DE RÉSIDENCE.

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune
d _____
canton d _____
subdivision de région d _____
A _____, le _____ 19 _____.
Le Commandant de la gendarmerie,